

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Circonscription de Castelsarrasin

José BADIE

Secrétaire Général du Rassemblement Paysan de Tarn-et-Garonne
Membre du Bureau National du PARTI PAYSAN D'UNION SOCIALE
Chevalier du Mérite Agricole
Exploitant Agricole

Candidat de

Défense des Libertés

Remplaçant éventuel :

Roger COMBET, Volailler à Castelsarrasin

Electrices, Electeurs, mes Chers Amis,

A la demande de nombreux amis agriculteurs, commerçants et artisans de notre circonscription et cédant à l'affectueuse insistance de M. le Ministre Paul ANTIER, Président du Parti Paysan d'Union Sociale, je me présente à vos libres suffrages à l'occasion de la prochaine élection législative du 23 Novembre.

Au lendemain du referendum, des taches importantes attendent tous les citoyens, citadins et ruraux. Assurer la mise en place des organismes et assemblées prévues par la Constitution, aider à l'édification de cette République nouvelle que nous désirions depuis des années, réaliser l'union des esprits dans la fraternité de tous les hommes de bonne volonté.

Ensuite, il importe, si nous voulons travailler au renouveau de la France, amorcé au mois de Mai sous la conduite du Général DE GAULLE, de permettre à l'Agriculture de retrouver sa place légitime dans la nation.

Vous ne m'en voudrez pas d'insister, dans mon programme, sur les questions plus spécialement agricoles. Je le fais parce que c'est, pour nous qui vivons de la terre, une nécessité vitale. En outre, nous sommes tous tributaires les uns des autres, cultivateurs, artisans, commerçants, travailleurs indépendants, camarades salariés du secteur privé ou public **ET DANS NOS CANTONS LA PROSPÉRITÉ DES UNS EST LE PLUS SUR GARANT DE LA PROSPÉRITÉ DE TOUS.**

Pour cette circonscription de Castelsarrasin essentiellement à vocation agricole et que je connais bien, dans laquelle je compte tant d'amitiés fidèles, parce que je vis au milieu de vous et que nous partageons les mêmes soucis, je m'attacherai avant tout, comme par le passé, dans mon action politique et professionnelle, à confirmer les droits du monde rural dans le cadre du programme de restauration sociale qui sera un des premiers soucis de la Vme République.

Mais je ne veux pas être l'homme d'un groupe ou d'une seule catégorie de citoyens. **LE DÉPUTÉ DOIT ÊTRE L'ÉLU DE TOUS,** le défenseur de toutes les classes laborieuses. C'est le sens de ma candidature d'Union désirée par mes amis artisans, paysans et commerçants.

C'est là mon plus cher désir et ma volonté formelle. D'ailleurs, le scrutin d'arrondissement, tant désiré, tant attendu, permet ce rapprochement entre l'électeur et son Elu.

Mes chers Amis,

Depuis longtemps, nous étions mécontents. Nous disions : **IL FAUT QUE ÇA CHANGE !** Aujourd'hui, tout n'est pas encore parfait, bien loin de là, car la besogne est grande. Et nous vivons toujours sous la menace d'une bureaucratie envahissante et d'un étatisme dévorant.

Mais il faut poursuivre ce qui a été si bien commencé.

POUR BALAYER LE SYSTÈME,
SORTONS LES SORTANTS....

José BADIE
à MONBÉQUI (T.-et-G.)

T. S. V. P,

Pour une politique de Renouveau, de Progrès Economique et Social, de Paix et de Défense des Libertés

Défendre l'Agriculture :

Elle est notre première richesse nationale et sa prospérité est la condition même du relèvement français.

Contre la politique anti-paysanne tolérée par les députés de la IVme République (importations de chocs, réduction ou suppression des crédits d'investissement, pressions gouvernementales sur les prix, non respect des indexations, injustices sociales, etc...)

Application du programme de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, relèvement des prix agricoles à un taux plus rémunérateur (cœfficient 200 sur la base de 1914), assouplissement du crédit et augmentation de la durée des prêts à moyen terme, encouragement à l'amélioration de l'habitat rural, aide à l'exportation.

Création de la Caisse Nationale de Défense contre les Calamités Agricoles, égalité et justice en matière d'allocations familiales et de sécurité sociale, développement de la formation professionnelle rurale et de la vulgarisation des techniques nouvelles, politique facilitant la modernisation de nos petites exploitations familiales qui permettra une meilleure productivité et ralentira ainsi l'exode de nos jeunes qui, découragés, cèdent au mirage des villes.

Défendre la libre Entreprise :

— Simplification du régime fiscal par l'Impôt à la base sur les matières premières. Abolition des contrôles. Amnistie fiscale. Dénationalisation de toutes les entreprises d'état déficitaires et nationalisation des Sociétés capitalistes étrangères installées en France. Suppression de la patente.

— Abrogation de l'ordonnance du 31 Juillet 1958 reprenant les lois du 14 Avril 1952 et du 31 Décembre 1953 instituant l'arbitraire en matière de répression administrative.

— Egalité des charges sociales et des prestations familiales.

— Maintien des structures de l'entreprise familiale à capital personnel menacée par la concentration industrielle au profit des trusts.

— Egalité des entreprises privées devant le régime du crédit, l'impôt et les administrations.

Défendre toutes les libertés :

— Liberté de pensée et d'expression, liberté d'association.

— Liberté du Droit au travail et défense du droit de propriété individuelle.

— Libertés familiales et notamment liberté au père de famille de faire élever ses enfants dans l'Ecole de son choix.

— Libertés professionnelles du commerce, de l'artisanat, de la petite et moyenne industrie devant les dangers de la collectivisation capitaliste (trusts et monopoles) ou étatiste (magasins d'état, super-marchés).

Permettre le Progrès Economique et Social :

— Par une politique de rigueur financière, d'économies budgétaires, de stabilité monétaire. Répression du gaspillage des deniers publics, suppression des subventions de toutes sortes à l'étranger (Maroc, Tunisie, etc...)

— Par une politique du logement avec assouplissement des règlementations administratives et du crédit en faveur des jeunes foyers.

— Par la juste répartition des fruits du travail dans la communauté d'entreprise et le droit des travailleurs au bénéfice des améliorations techniques.

— Par une moralisation de la sécurité sociale et du régime des retraites.

— Par une limitation des empiètements de l'Etat "omni-présent".

Défendre la Paix et assurer le renouveau du Pays :

— **En ALGÉRIE,** cesser une politique hypocrite et de sacrifices inutiles, maintenir en des mains françaises l'exploitation des richesses sahariennes, garantie la plus sûre de la prospérité métropolitaine et musulmane.

— Edifier la communauté Franco-Africaine, en se gardant toutefois de prendre des décisions aux portées parfois imprévisibles.

— Donner à l'Ecole Laïque les moyens d'assurer sa lourde et noble tache afin que demain nos jeunes soient en mesure de maintenir bien haut le prestige de la France.

Sur ce programme minimum, l'Union de tous peut et doit se réaliser, pour le plus grand profit de la France, de la République, et du département.

Vive la Circonscription de Castelsarrasin ! **Vive la Démocratie en Tarn-et-Garonne !**

Vive la France !!...

IMP. DE LOMAGNE - BEAUMONT DE LOMAGNE